TAMWEELCOM (JORDANIE)

FINANCE VERTE INCLUSIVE

Série d'études de cas sur les Pratiques Essentielles

Pratique Essentielle N° 4:

Identifier les risques et opportunités environnementaux au niveau institutionnel

Juin 2023

Préparé par Silvia Recupero
en collaboration avec Isabelle Barrès et le GICSF-AG de l'e-MFP

EUROPEAN MICROFINANCE PLATFORM
ADVANCING FINANCIAL INCLUSION

e-MFP
Green Inclusive & Climate Smart Finance
ACTION GROUP

Série Études de Cas sur les Pratiques Essentielles Vertes

La série “Études de Cas sur les Pratiques Essentielles Vertes” met en lumière l'expérience des prestataires de services financiers (PSF) en matière de bonnes pratiques dans les 8 domaines clés identifiés dans le Green Index 3.0.[1] Les Études de Cas de cette série offrent des exemples concrets de la manière dont un PSF a développé ses pratiques afin d'inspirer et de faciliter le parcours d’autres organisations.

Les 8 Pratiques Essentielles vertes (PE) fournissent une feuille de route et une voie d'amélioration pour que les PSF maximisent leur potentiel impact vert :

- **PE1** : Définir la stratégie environnementale
- **PE2** : Mettre en œuvre la stratégie environnementale
- **PE3** : Identifier risques et opportunités environnementaux au niveau client ou portefeuille
- **PE4** : Identifier les risques et opportunités environnementaux au niveau institutionnel
- **PE5** : Gérer les risques et opportunités environnementaux au niveau client ou portefeuille
- **PE6** : Gérer les risques et opportunités environnementaux au niveau institutionnel
- **PE7** : Offrir des produits et services financiers verts
- **PE8** : Offrir des produits et services non financiers verts

Chaque étude de cas de la série suit la même structure :

- **Historique** du PSF et contexte dans lequel il opère.
- **Des preuves** de la manière dont le PSF a de bonnes performances dans la Pratique Essentielle. Il s'agit de la section principale de l'Étude de Cas, qui propose un examen des éléments qui ont permis au PSF d'atteindre ses résultats, et de leur nature :
    - *Capacité* : comment le PSF a-t-il acquis la capacité de mettre en œuvre les activités nécessaires ? (e.g., formation interne, formation par le biais de partenariats externes, assistance technique, soutien financier, etc.)
    - *Outils* : quels outils le PSF a-t-il utilisés pour mettre en œuvre les activités nécessaires ? (e.g., indicateurs, documents, matériel, solutions informatiques, etc.)
    - *Sensibilisation* : quels ont été les résultats quantitatifs du PSF ? (e.g., sensibilisation, état d'avancement de la mise en œuvre, etc.)

- **Le parcours** du PSF pour mettre en œuvre la bonne pratique et les enseignements tirés en cours de route.
- **Prochaines étapes** du PSF - le cas échéant - pour continuer à s'améliorer dans ce domaine.

Pratique Essentielle Verte N°4 : Identifier les risques et opportunités environnementaux au niveau institutionnel

Dans la **Pratique Essentielle Verte N°4 (PE4),** le PSF se concentre sur l'identification des risques et opportunités environnementaux au niveau institutionnel :

- Le PSF évalue les risques environnementaux et les impacts environnementaux adverses de ses propres activités sur son personnel et ses biens, à la fois au siège et au niveau des succursales, en utilisant une méthodologie et des indicateurs spécifiés dans une réglementation internationale ou des normes.
- L'institution forme ses agents de crédit et son personnel de back-office à l'évaluation des impacts environnementaux adverses de ses activités par le biais de ses propres ressources humaines internes ou d'experts (locaux ou internationaux).
- L'institution évalue les opportunités de développer et mettre en œuvre, au niveau de ses propres opérations, une stratégie environnementale, un système de gestion des risques environnementaux et/ou climatiques, ainsi que des produits et services verts en lien avec ses objectifs.

Les PSFs mis en évidence dans les Études de Cas sur la **Pratique Essentielle Verte N°4** (PE4) démontrent de bonnes pratiques dans l'identification des risques et opportunités au niveau institutionnel.

PE4 : Identifier les risques et opportunités environnementaux au niveau institutionnel chez Tamweelcom

A. Contexte

À propos de Tamweelcom

Tamweelcom est une société de microfinance jordanienne qui a démarré avec 30 000 JOD (42 000 USD), cinq employés et une succursale en 1999, dans le but d'augmenter les taux d'emploi, de favoriser le progrès socio-économique et d'autonomiser les personnes à faible revenu en Jordanie.

Aujourd'hui, Tamweelcom dispose d'un portefeuille de 63 millions de JOD (88 millions d'USD) et sert plus de 98 300 clients et entreprises en activité grâce à plus de 500 employés répartis dans un réseau de 39 succursales. Tamweelcom s'adresse aux entreprises génératrices de revenus mal desservies et aux citoyens financièrement exclus par le biais d'une gamme variée de services financiers visant d'une part à améliorer le niveau de vie des clients particuliers (individus et groupes) en finançant l'éducation, les dépenses liées à la santé (c'est-à-dire les médicaments), les frais de mariage, l'amélioration de l'habitat, l'immatriculation et l'entretien des véhicules, et les appareils économes en énergie, et, d'autre part, à aider le secteur des entreprises en offrant des solutions financières pour les micro et petites entreprises (MPE) afin de soutenir la croissance et la viabilité de ces MPE qui constituent la majorité des entreprises de l'économie jordanienne.

L'agenda vert de Tamweelcom a débuté en 2016 lorsque l'institution a commencé à identifier ses propres risques environnementaux au niveau du siège et des succursales. Depuis, Tamweelcom a continuellement amélioré ses propres opportunités environnementales (utilisation d'un système solaire au siège et dans 18 succursales, minimisation de la consommation d'électricité, et minimisation des émissions en utilisant des véhicules électriques). En 2018, l'entreprise a commencé à évaluer le risque social et environnemental des projets qu'elle a financés principalement en adoptant des listes d'exclusions.

Les prochains objectifs écologiques de Tanweelcom sont les suivants :

- Proposer des prêts durables pour l'agriculture (d'ici 2023)
- Développer une stratégie environnementale avec certains partenaires (comme Hedera, qui a soutenu une évaluation du Green Index en 2022)

Dans quel contexte Tamweelcom opère-t-elle ?

La Jordanie est le cinquième pays le plus touché par le stress hydrique dans le monde. La pénurie et la gestion de l'eau restent le problème le plus urgent en termes de vulnérabilité climatique, étant donné que les températures devraient augmenter chaque année et que le niveau des nappes phréatiques diminue de 12 mètres par an.[1]

Le gouvernement jordanien a adopté de nombreuses politiques climatiques générales et sectorielles et a engagé activement divers acteurs sur ces questions aux niveaux national, régional et international, mettant en œuvre des mesures significatives pour s'adapter au changement climatique, en particulier en ce qui concerne l'eau et l'énergie. Toutefois, malgré les succès rencontrés, il subsiste d'importantes lacunes et insuffisances dans les politiques et les actions, en raison d'un ensemble de facteurs législatifs, réglementaires, institutionnels, politiques et économiques.

Outre la vision et la stratégie nationales et le plan national de croissance verte à l'horizon 2025, la principale politique de la Jordanie en matière de changement climatique est la politique nationale sur le changement

[1] Jordan's climate-related security risks: A challenge to achieving the 2030 agenda (2020)

climatique, qui a été prolongée jusqu'en 2050[2]. Dans cette politique, la Jordanie a mis l'accent sur l'adaptation plutôt que sur l'atténuation, dans le but de parvenir à la fois au développement socio-économique et à la résilience environnementale. Les secteurs prioritaires identifiés sont l'eau, l'agriculture, l'énergie, l'utilisation des terres et la désertification. En ce qui concerne l'eau, les principales politiques sont les suivantes : *Water for Life : Jordan's Water Strategy* (2008-2022), la *National Water Strategy for 2016-2025*[3] et *la Climate Change Policy for a Resilient Water Sector*. En ce qui concerne l'énergie, les principales politiques sont la *Master Strategy in the Energy Sector* (2015-2025) et les politiques basées sur la loi de 2012 sur les énergies renouvelables et l'efficacité énergétique (REEEL). Toutefois, jusqu'à présent, les efforts de la Jordanie en matière de changement climatique, y compris dans les domaines de l'eau et de l'énergie, sont restés limités en termes d'ambition et d'action. Ces questions n'ont pas été considérées comme prioritaires (par exemple, par rapport à l'emploi), en partie à cause d'un manque de compréhension des coûts et des avantages de l'action ou de la non-action. Une autre raison est la fragmentation de l'élaboration des politiques, avec des plans et des institutions qui manquent de cohérence, d'exhaustivité, de liens et d'objectifs communs.[4]

L'action climatique à grande échelle est également gravement sous-financée et l'adaptation nécessiterait d'importants investissements, par exemple dans des infrastructures plus efficaces pour l'eau et l'énergie. En outre, la mise en œuvre des politiques adoptées dans des secteurs spécifiques entraînerait des changements majeurs dans les pratiques des individus, mais cela pourrait affecter les intérêts ou les moyens de subsistance d'une grande partie de la population (par exemple, en augmentant les prix de l'eau et de l'électricité). De même, la croissance démographique, combinée à la migration interne vers les villes et à la présence importante de réfugiés, a entraîné une concurrence pour l'utilisation des terres et des biens et services essentiels, et des choix politiques difficiles restent à faire.

Dans l'enquête 2021 sur les risques liés au changement climatique et l'enquête sur la finance verte[5] menée par l'Association des banques en Jordanie (ABJ) en coordination avec la CBJ, les 17 banques participantes ont confirmé que les mesures de précaution les plus importantes qui pourraient réduire l'impact du changement climatique sur leur situation actuelle et future sont les suivantes :

- Accroître le financement des projets d'énergie renouvelable et d'efficacité énergétique des entreprises (et des particuliers).
- Allouer des fonds pour soutenir les secteurs particulièrement touchés ou risquant d'être touchés par le changement climatique.
- Adopter une politique verte nationale pour les opérations financières afin de soutenir et de motiver les projets et les produits alignés sur l'action climatique et les investissements verts.
- Développer de nouvelles compétences et spécialisations en interne.

B. Pratique Essentielle n°4 chez Tamweelcom

Tamweelcom s'est engagée à mettre en œuvre des mesures d'économie d'énergie dans ses bâtiments. Cependant, avant de se lancer dans un programme d'économie d'énergie, il était important pour l'institution de microfinance (IMF) de comprendre où elle consommait actuellement de l'énergie et où il y avait des possibilités d'amélioration. La meilleure façon d'y parvenir était d'évaluer les effets négatifs de ses activités internes sur l'environnement (empreinte écologique).

L'institution a évalué ses propres possibilités de développer et de mettre en œuvre un système de gestion des risques environnementaux et/ou climatiques afin d'assumer sa responsabilité sociale et environnementale. L'IMF est fermement convaincue qu'un système de gestion environnementale (SGE)

---

[2] **National Climate Change Policy of the Hashemite Kingdom of Jordan 2022-2050, UNDP (2023)**

[3] National Water Strategy for 2016-2025 for Jordan, UNEP

[4] 619__Jordan_Environment_Policies_and_Engagemt.pdf (publishing.service.gov.uk)

[5] Newsletter Template - Bold (giz.de)

peut être utilisé pour réduire les impacts environnementaux de l'organisation et améliorer l'efficacité opérationnelle tout en démontrant aux parties prenantes et aux parties intéressées que des mesures réelles sont prises.

L'évaluation du Green Index a permis à l'institution de comprendre ce qu'elle doit mettre en œuvre, notamment le développement de produits verts, la formalisation de la stratégie environnementale existante et la gestion des risques.

Depuis 2019, l'IMF utilise un système solaire au siège et dans 18 succursales, minimise les émissions grâce à l'utilisation de véhicules électriques et réduit sa consommation d'électricité. Certains des principaux impacts quantitatifs sur les dépenses d'énergie, de papier et de carburant de Tamweelcom sont présentés ci-dessous :

- En termes de consommation d'électricité (hors énergie renouvelable) au siège et dans les succursales sur une base annuelle (en kWh/ETP), le projet Wheeling a permis d'économiser 587 000 kWh.
- L'institution a également réduit le volume de papier imprimé de 6 900 à 900 dossiers.
- La consommation de carburant au siège et dans les succursales a été réduite en 2019 de 28 800 l à 12 800 l, avec l'objectif d'atteindre 11 000 l.

En outre, l'institution forme ses agents de crédit et son personnel de back-office. En 2022, elle a développé une formation sur la mise en œuvre de la politique d'évaluation environnementale et sociale (E&S) des projets financés.

C. La démarche de Tamweelcom avec la Pratique Essentielle verte n°4

L'institution a commencé à identifier ses propres risques environnementaux au niveau du siège et des succursales, sous l'impulsion du conseil d'administration et de la direction, qui souhaitaient mettre en œuvre des initiatives environnementales susceptibles de contribuer aux valeurs fondamentales de l'institution. Par la suite, la mise en œuvre de la stratégie de numérisation a contribué à la diminution de l'utilisation du papier dans les opérations quotidiennes au siège et avec les clients. En outre, une recherche visant à évaluer les besoins agricoles du marché dans des domaines sélectionnés a permis l'évaluation de l'opportunité de développer des produits verts.

Les facteurs clés de la réussite de Tamweelcom peuvent être résumés comme suit : le soutien et l'intérêt du conseil d'administration et de la direction, la disponibilité de la technologie en Jordanie, une forte demande et la capacité à relever les défis de la mise en œuvre. En revanche, le principal défi rencontré a été le coût de la technologie et les difficultés à mesurer la période d'amortissement et la disponibilité de la maintenance. L'impact de l'investissement sur les utilisateurs finaux et le coût de l'investissement sont difficiles à évaluer.

En général, un autre problème auquel sont confrontées les IMF est de comprendre les règles et réglementations environnementales complexes imposées par les différents organismes de réglementation, les autorités fédérales et les institutions chargées de l'élaboration des lois. En l'absence d'un spécialiste de l'environnement au sein de l'organisation, il est difficile d'identifier et de comprendre la législation environnementale essentielle et, en fin de compte, de s'y conformer.

Pour minimiser ces défis, l'institution mesure l'impact à long terme et établit des partenariats avec les fournisseurs de services et d'entretien. Le soutien et le leadership de l'équipe dirigeante de l'organisation ont été essentiels pour transférer les pratiques et les politiques de gestion environnementale aux employés. Le rôle des dirigeants a permis à l'institution de responsabiliser les employés quant aux politiques et pratiques mises en œuvre.

L'institution investit cette année dans l'éducation et la formation d'experts internes qui pourront ensuite déterminer les pratiques requises pour la conformité. Comme cela pourrait s'avérer difficile, Tamweelcom envisage également d'engager un consultant en environnement qui pourrait suggérer des mesures et des pratiques appropriées pour continuer à évaluer les impacts négatifs des activités internes de l'IMF sur l'environnement (empreinte écologique).

L'expérience de Tamweelcom permet de tirer des enseignements importants à partager avec d'autres IMF désireuses d'améliorer leurs performances en matière d'identification des risques et des opportunités environnementaux au niveau du siège :

1. La mise en œuvre de ces initiatives implique un changement de comportement de l'équipe de l'institution et de ses clients en faveur de la responsabilité environnementale. Ce changement est associé à des économies réalisées grâce à la mise en œuvre de technologies vertes qui ont un impact positif sur les finances de l'institution à long terme.
2. Assurer le leadership et encourager la participation des employés peut être un obstacle pour une organisation. Les dirigeants ou les cadres supérieurs sont occupés à la planification et à la prise de décisions cruciales pour l'entreprise. De même, il est difficile d'obtenir l'adhésion des employés, car ils ont leurs propres tâches routinières à accomplir. Par conséquent, pour promouvoir la gestion environnementale, il est essentiel de comprendre l'importance des pratiques environnementales et les avantages qu'elles peuvent apporter à l'entreprise.
3. Il est important d'organiser des sessions de formation et de sensibilisation pour aider les employés à adopter ces pratiques.

Les entreprises doivent mener leurs activités à leur propre rythme pour rester en phase avec l'économie mondiale, mais elles ne peuvent pas non plus nuire à l'environnement et utiliser les ressources de manière extensive, de sorte qu'il ne reste rien pour les générations futures. La gestion de l'environnement est donc un objectif nécessaire pour chaque organisation. Toutefois, la gestion de l'environnement présente des difficultés qui freinent de nombreuses entreprises. Bien que des problèmes soient toujours susceptibles de surgir, il ne faut pas sous-estimer ou négliger les avantages de la mise en œuvre d'un programme de gestion environnementale solide au sein de l'organisation. Il est donc nécessaire de bien connaître les impacts environnementaux des activités de l'entreprise et de planifier avec l'équipe et les ressources adéquates pour obtenir une approche de gestion environnementale appropriée. Enfin, en surmontant les défis et en mettant en œuvre une approche de gestion efficace, l'institution améliorera son score de performance environnementale et sera mieux reconnue pour cela.

D. Quelle est la prochaine étape ?

La direction de l'institution prévoit de formaliser sa politique environnementale, car elle a déjà commencé à la mettre en œuvre dans l'ensemble de l'institution et elle mesure et rend compte en permanence de son impact. Les rapports fréquents soumis à l'équipe de direction nécessiteront très probablement des formations spécifiques et un renforcement des capacités de l'équipe.

En ce qui concerne le marché et les clients, Tamweelcom prévoit de lancer des produits verts et agricoles spécialisés par le biais de partenariats avec des fournisseurs et des vendeurs. L'institution prévoit en outre de s'engager dans des partenariats avec :

- des bailleurs de fonds (internationaux)
- des fournisseurs de technologies locaux
- des institutions de renforcement des capacités (centres de recherche, etc.)
- Élaborer et mettre en œuvre la stratégie ESG

En outre, Tamweelcom prévoit d'organiser cette année et l'année prochaine des formations sur l'utilisation correcte de l'eau, du carburant et de l'énergie.

Remerciements

e-MFP et le groupe d'action « Finance vert inclusive et intelligent face au climat » (GICSF-AG) souhaitent remercier Tamweelcom, et en particulier Abeer Obwah pour avoir accordé du temps et partagé ses connaissances sur l'expérience de l'institution en matière de finance verte inclusive avec Silvia Recupero et l'équipe du Green Map. Un grand merci également à Natalia Realpe Carrillo de Hedera Sustainable Solutions pour nous avoir mis en contact avec Tamweelcom, et au gouvernement du Grand-Duché de Luxembourg pour le soutien financier qui a rendu ce travail possible.

En savoir plus

Pour plus d'informations sur la démarche environnementale de Tamweelcom, nous vous invitons à consulter les ressources suivantes :

- Site web de Tamweelcom : Tamweelcom
- Contact : Abeer Obwah, Marketing & Business Development Manager: aobwah@tamweelcom.org

Pour plus d'informations sur les pratiques essentielles, nous vous invitons à consulter le Green Index 3.0.

Contribuer

Nous vous encourageons à participer activement à l'enrichissement des ressources disponibles sur les bonnes pratiques environnementales.

Si vous souhaitez **contribuer à la série d'études de cas sur les pratiques essentielles vertes ou au Green Map**, nous vous invitons à contacter Joana Afonso, Plateforme européenne de la microfinance (e-MFP) à l'adresse jafonso@e-mfp.eu.

Le groupe d'action de l'e-MFP « Finance vert inclusive et intelligent face au climat » (GICSF-AG)

Le groupe d'action de l'e-MFP « Finance vert inclusive et intelligent face au climat » (GICSF-AG) est un groupe de réflexion multipartite unique dans son genre qui rassemble des praticiens de la finance inclusive et des chercheurs afin de renforcer la coopération, d'échanger des expériences et de trouver une voie commune pour traiter les questions environnementales, améliorer les connaissances et diffuser les résultats, saisir les opportunités vertes et co-créer des normes communes pour le secteur de la finance inclusive et de nouveaux outils pratiques pour promouvoir la finance verte, inclusive et intelligente face au climat. Créé en 2013, il compte aujourd'hui plus de 150 membres affiliés à plus de 75 institutions dans le monde et représente la majorité des acteurs du secteur.

La Plateforme Européenne de la Microfinance (e-MFP)

La Plateforme Européenne de la Microfinance (e-MFP) est le premier réseau d'organisations et d'individus actifs dans le secteur de l'inclusion financière dans les pays en développement. Le réseau compte plus de 130 membres du monde entier et de toutes les branches du secteur de la microfinance. L'e-MFP rassemble des consultants, fournisseurs de services, investisseurs, prestataires de services financiers, agences de développement multilatérales et nationales, ONG et chercheurs.

Près de deux milliards de personnes restent exclues des systèmes financiers. Pour aborder la question, la Plateforme cherche à promouvoir la coopération, le dialogue et l'innovation entre ces différents acteurs à l'œuvre dans les pays en développement. L'e-MFP encourage les activités qui améliorent l'accès mondial à des services financiers inclusifs de qualité, abordables et durables pour les populations non ou sous-bancarisées. La Plateforme poursuit cet objectif à travers l'échange de savoirs, les partenariats et l'innovation mais aussi par ses multiples groupes de travail composés d'experts du secteur. La Semaine Européenne de la Microfinance, qui attire plus de 400 acteurs de premier plan représentant des dizaines de pays, le prestigieux Prix Européen de la Microfinance annuel et les nombreuses publications de l'e-MFP contribuent également à cet objectif.

European Microfinance Platform
39 rue Glesener
L-1631 Luxembourg
contact@e-mfp.eu
www.e-mfp.eu

Avec le soutien de

LUXEMBOURG
AID & DEVELOPMENT